

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2085

[2004/201744]

22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément sans subventionnement de services organisant des activités pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 24 et 30;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 janvier 2004;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 19 février 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales**Article 1^{er}.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er} de celle-ci.**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :1^o décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;2^o Agence : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;3^o Ministre : le Ministre ayant la Politique des personnes handicapées dans ses attributions;4^o personne handicapée : toute personne handicapée telle que définie à l'article 2 du décret et bénéficiant d'une décision de principe de l'Agence qui conclut au bien-fondé d'une intervention en accueil, hébergement, placement familial, aide précoce, aide à l'intégration, accompagnement ou aide à la vie journalière;5^o service : les services visés à l'article 23 alinéas 2 et 3 et à l'article 24 du décret qui organisent une ou plusieurs des activités visées au 6^o;6^o activités : interventions éducatives, thérapeutiques ou sociales à l'intention de personnes, se déroulant pendant une période déterminée et inscrites dans le champ de l'accueil, de l'hébergement, du placement familial, de l'aide précoce, de l'aide à l'intégration, de l'accompagnement ou de l'aide à la vie journalière pour personnes handicapées.

Cette intervention peut se limiter à l'accompagnement de personnes réinsérées en famille ou mise en autonomie dans des logements individuels ou communautaires;

7^o subrégions : zones géographiques couvertes par les commissions subrégionales de coordination visées aux articles 38 et 39 du décret.**TITRE II. — De l'agrément des services****CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales****Art. 3.** Les services organisant des activités pour personnes handicapées peuvent introduire auprès de l'Agence une demande d'agrément à condition :1^o de s'adresser à une population comportant au moins 75 % de personnes handicapées;2^o de souscrire aux dispositions en matière de programmation sectorielle visée au chapitre VI du Titre III.**CHAPITRE II. — De la demande d'agrément****Section 1^{re}. — La demande de premier agrément****Art. 4.** La demande de premier agrément est adressée à l'Agence par lettre recommandée à la poste. Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :1^o un projet de service établissant le mode d'élaboration et de suivi des projets individuels;2^o un règlement d'ordre intérieur;3^o une note indiquant la nature et le type d'activités mises en place et le nombre de personnes que l'on se propose d'encadrer, leur sexe et leur âge;4^o l'identité du directeur du service, son certificat de bonne vie et mœurs, datant de moins de trois mois, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction et criminelles, ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 18;5^o une copie du ou des diplômes du directeur;6^o une attestation délivrée depuis moins d'un an par le service communal ou le service régional d'incendie concernant la conformité du ou des lieux d'activité pour les services qui accueillent de manière collective les personnes. Cette attestation doit stipuler la capacité d'accueil et la nature des infrastructures;7^o une copie des statuts publiés au *Moniteur belge*;8^o un modèle de la convention-type conclue entre les personnes et le gestionnaire.

Le règlement d'ordre intérieur indique au moins :

1^o l'identification exacte (dénomination, siège, nature, forme juridique) de la personne juridique chargée de la gestion du service;2^o les objectifs du service et l'ensemble des activités offertes par celui-ci;

3° le cas échéant, les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des personnes telles que l'âge, le sexe, et le ou les handicaps;

4° les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne du service et la durée du préavis;

5° les modalités d'introduction des réclamations, des suggestions et des remarques éventuelles et leur mode de traitement;

6° les droits et obligations mutuels des personnes, de leur représentant légal et du service;

7° les risques couverts par les polices d'assurance souscrites par le service.

Art 5. Dans les trente jours de l'envoi de la demande de premier agrément, l'Agence adresse au demandeur, sous pli recommandé, un avis de réception du dossier, si celui-ci est complet. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion, par quelles pièces le dossier doit être complété.

Section 2. — La demande de renouvellement de l'agrément

Art 6. La demande de renouvellement est introduite auprès de l'Agence par lettre recommandée au plus tard six mois avant l'expiration de la validité de l'agrément. Le délai de six mois est réduit à deux mois si l'agrément est accordé pour une durée inférieure ou égale à un an.

Art 7. La demande de renouvellement doit être accompagnée des documents prévus à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 6°.

En cas de modifications apportées aux documents exigés à l'article 4 alinéa 1^{er}, 3°, 4°, 5°, 7° et 8°, les documents modifiés sont joints.

Art 8. Les services d'inspection de l'Agence évaluent le respect par le service des différentes conditions et normes d'agrément visées au titre III. Un rapport sur cette évaluation est adressé aux membres du Comité de gestion aux fins de l'éclairer dans sa décision.

Art 9. Le service reste provisoirement agréé jusqu'à la décision du Comité de gestion de l'Agence.

CHAPITRE III. — De la décision d'agrément

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art 10. Le Comité de gestion statue dans les deux mois suivant la réception du dossier complet de premier agrément ou de renouvellement.

Art 11. La décision de l'Agence mentionne :

1° la date de début et de fin d'agrément;

2° la nature et le type d'activités autorisées;

3° le nombre maximum de personnes pouvant être encadrées;

4° le ou les lieux où se déroulent les activités du service.

Art 12. L'agrément est accordé pour une période de trois ans maximum. Il peut être renouvelé.

Section 2. — Dispositions particulières

Art 13. Lorsqu'il constate que l'une ou plusieurs des conditions et normes d'agrément visées au titre III ne sont pas ou plus respectées, le Comité de gestion peut, lors du renouvellement ou à tout autre moment, après audition des responsables du service, décider le maintien conditionnel, la suspension, le retrait total ou partiel de l'agrément.

En cas de maintien conditionnel, la décision doit être assortie d'obligations qui devront être remplies par le service dans un délai déterminé, à l'issue duquel le comité de gestion peut décider de suspendre ou retirer l'agrément.

La suspension de l'agrément implique l'interdiction de prendre en charge de nouvelles personnes.

Quelle que soit la décision finale qu'il adopte, le Comité de gestion de l'Agence doit la notifier par lettre recommandée à la poste. Cette décision est exécutoire dès notification.

Art 14. L'Agence communique au bourgmestre compétent ses décisions de refus, de suspension, de retrait total ou partiel de l'agrément, afin qu'il décide d'une éventuelle fermeture du lieu ou des lieux d'activités.

En cas de fermeture du lieu ou des lieux d'activités, l'Agence peut requérir la collaboration de tout service agréé et subventionné par elle pour assurer la prise en charge urgente des personnes handicapées ainsi évacuées.

Section 3. — Les recours

Art 15. § 1^{er}. Un recours contre les décisions visées aux articles 12 et 13 peut être introduit auprès du Ministre par les responsables du service.

Le recours est envoyé, dans les trente jours de la notification de la décision, par lettre recommandée.

Une copie du recours est immédiatement transmise à l'Agence par le Ministre.

§ 2. Le requérant ou son conseil est entendu par le Ministre ou son délégué. L'Agence peut également, à sa demande, être entendue.

§ 3. Le recours n'est pas suspensif.

Art 16. Le Ministre envoie sa décision au requérant, par lettre recommandée, dans les trois mois de la réception du recours.

TITRE III. — Des conditions d'agrément

CHAPITRE I^{er}. — Des obligations relatives à la personne morale et à la direction du service

Art. 17. Le service doit être géré par un pouvoir public, une association sans but lucratif ou une fondation créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales et les fondations.

Art. 18. § 1^{er}. Le service doit être dirigé par un directeur, personne habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci, la gestion journalière du service, en ce qui concerne au minimum :

- a) la mise en œuvre et le suivi du projet pédagogique;
- b) la gestion du personnel;
- c) la gestion financière;
- d) l'application des réglementations en vigueur;
- e) la représentation du service dans ses relations avec l'Agence.

§ 2. En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur, l'Agence invite, par lettre recommandée, le pouvoir organisateur à prendre, dans un délai qu'elle détermine, les dispositions qui s'imposent. Si à l'expiration de ce délai les dispositions n'ont pas été prises, l'Agence en saisit immédiatement le Comité de gestion qui statue conformément aux dispositions de l'article 13.

Art. 19. § 1^{er}. A défaut de la présence du directeur, un membre du personnel désigné à cet effet doit être en mesure, à tout moment, de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et de répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures.

§ 2. Pendant les heures d'ouverture du ou des lieux d'activités, le directeur dispose en permanence du personnel d'encadrement suffisant.

Le directeur veille à la santé et à la sécurité des personnes et porte une attention particulière aux difficultés que celles-ci pourraient rencontrer du fait de leur handicap. Il veille également à ce que l'entretien et la propreté des locaux soient assurés.

Art. 20. § 1^{er}. Les normes minimales de qualification du directeur sont fixées comme suit :

1^o lorsque le nombre de personnes est égal ou supérieur à seize, le directeur est au moins porteur d'un diplôme ou certificat de fin d'études à orientation sociale, pédagogique ou paramédicale du niveau de l'enseignement supérieur de type court de plein exercice ou de promotion sociale;

2^o lorsque le nombre de personnes est inférieur à seize, le directeur est au moins porteur d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures générales, techniques ou professionnelles, à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le Comité de gestion de l'Agence peut décider de reconnaître la qualité de directeur à la personne que la personne morale désigne comme tel et ce, quel que soit le diplôme dont il est détenteur, à condition d'avoir une expérience utile de gestion de trois ans minimum dans un des services suivants :

- 1^o un service énuméré à l'article 24, deuxième alinéa, du décret;
- 2^o un service en régime d'autorisation de prise en charge de personnes handicapées;
- 3^o un service agréé ayant pour objet l'accueil ou l'hébergement d'enfants ou de personnes âgées;
- 4^o un établissement de soins.

CHAPITRE II. — Des obligations relatives au personnel d'encadrement

Art. 21. § 1^{er}. A l'exception du personnel affecté à des tâches administratives ou de maintenance, le personnel d'encadrement est au moins porteur d'un des titres suivants :

- 1^o diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures;
- 2^o certificat d'étude ou certificat de qualification en puériculture;
- 3^o certificat d'étude ou certificat de qualification d'auxiliaire familial et sanitaire ou d'auxiliaire polyvalent;
- 4^o brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère).

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le Comité de gestion de l'Agence peut décider de reconnaître la qualité de membre du personnel d'encadrement que la direction désigne comme tel et ce, quel que soit le diplôme dont ce membre est détenteur, à condition d'avoir une expérience utile d'encadrement ou de prestation de soins de trois ans minimum dans un des services suivants :

- 1^o un service énuméré à l'article 24, deuxième alinéa, du décret;
- 2^o un service en régime d'autorisation de prise en charge de personnes handicapées;
- 3^o un service agréé ayant pour objet l'accueil ou l'hébergement d'enfants ou de personnes âgées;
- 4^o un établissement de soins.

Art. 22. § 1^{er}. Les normes minimales des prestations du personnel d'encadrement sont fixées comme suit en ce qui concerne les services organisant des activités partielles, exclusivement en journée ou exclusivement en soirée et la nuit :

1^o lorsque le nombre de personnes est inférieur à seize, un membre du personnel d'encadrement preste au moins un quart temps pour les cinq premières personnes, et à partir de six personnes au moins un quart temps supplémentaire par tranche accomplie de trois personnes;

2^o lorsque le nombre de personnes est égal ou supérieur à seize, le personnel d'encadrement est composé au moins d'une personne prestant à temps plein par tranche accomplie de sept personnes.

§ 2. Les normes minimales des prestations du personnel d'encadrement sont fixées comme suit en ce qui concerne les services organisant des activités permanentes de jour et de nuit :

1^o lorsque le nombre de personnes est inférieur à seize, un membre du personnel d'encadrement preste au moins un quart-temps par personne;

2^o lorsque le nombre de personnes est égal ou supérieur à seize, le personnel d'encadrement est composé au moins d'une personne prestant à temps plein par tranche accomplie de quatre personnes.

§ 3. Un emploi à temps plein peut être occupé par plusieurs membres du personnel prestant à temps partiel à condition que chacun d'eux soit porteur du titre requis ou, le cas échéant, justifie de l'expérience utile reconnue en application des dispositions prévues à l'article 21 et que le total des prestations effectuées par ce personnel à temps partiel soit au moins équivalent au total des prestations fournies par un personnel employé à temps plein.

§ 4. Les §§ 1^{er} à 3 ne sont pas applicables pour les activités visées à l'article 2, 6^o, deuxième alinéa.

Art 23. Le service tient à disposition de l'Agence les copies des diplômes, certificats et attestations exigés des membres du personnel.

Les membres du personnel doivent fournir au service, lors de leur engagement, un certificat de bonne vie et mœurs exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles.

Art 24. Au terme de chaque année, le service transmet à l'Agence pour le 31 mars au plus tard une liste du personnel qu'il a occupé durant cette année. Cette liste est établie selon un modèle défini par l'Agence.

CHAPITRE III. — *Des obligations relatives à la gestion du personnel*

Art 25. Le service procède à l'évaluation de son activité au moins une fois par an.

Le projet de service, ses mises à jour et le rapport annuel d'évaluation de l'activité du service sont établis en concertation avec le personnel d'encadrement et mis à leur disposition en permanence.

Art 26. S'appuyant sur le projet du service, le service établit un plan de formation du personnel d'encadrement qui s'étend au moins sur deux années.

Ce plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés, détermine les objectifs poursuivis. Il décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet du service et le développement des compétences du personnel. Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects. Il reprend tant les formations proposées par l'Agence que d'autres programmes.

Pour ce qui concerne le personnel des services relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1^{er} s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du Conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie.

CHAPITRE IV. — *Des obligations relatives à l'accueil des personnes*

Art. 27. § 1^{er}. L'accueil des personnes est subordonné à la signature d'une convention établie entre la personne morale et la personne ou son représentant légal.

La convention indique au moins :

- 1^o l'identité des parties avec mention du domicile, de la nationalité et de la date de naissance de la personne;
- 2^o les services assurés à la personne, notamment en matière d'alimentation, d'hygiène, de soins de santé et d'activités d'encadrement;
- 3^o le montant de la participation financière couvrant les frais résultant des services rendus;
- 4^o sa durée;
- 5^o les conditions de résiliation pour chaque partie contractante, notamment la durée du préavis et les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne;
- 6^o les risques pris en compte par la police d'assurance couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre;
- 7^o dans le respect du libre choix du médecin par la personne ou, le cas échéant, par son représentant légal, l'identité et les coordonnées du médecin habilité à superviser la délivrance des médicaments et les soins donnés à la personne;
- 8^o les jours et heures d'ouverture du service;
- 9^o les modalités de la protection de la personne quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées à la direction, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
- 10^o les modalités de l'accès du lieu de prise en charge à la famille, aux amis, aux ministres des cultes et aux conseillers laïcs dont la présence est demandée par la personne ou son représentant légal;
- 11^o que la direction garantit à la personne le respect de sa vie privée, de ses convictions idéologiques, philosophiques et religieuses, ainsi que des bonnes mœurs et des convenances;
- 12^o que la personne ou son représentant légal a le droit d'être informé de façon complète sur toutes les questions touchant à son accueil.

§ 2. La conclusion de la convention ne peut pas être postérieure à l'accueil effectif de la personne.

§ 3. Les services communiquent, dans les trois jours, au bureau régional couvrant la zone géographique dont ils ressortent, les avis d'entrée et de sortie des personnes handicapées qu'ils accueillent ou hébergent.

Art. 28. Le montant de la participation financière visé à l'article 24, 3^o, en ce qui concerne les personnes handicapées, ne peut excéder 150 % des montants prévus aux articles 40 à 47 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Art. 29. Peuvent être exigés en supplément à ce montant maximum et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

- 1° la partie du coût qui reste à charge de la personne handicapée dans les frais de prothèse;
- 2° les frais de transport exposés par la personne handicapée pour se rendre du lieu du service vers sa résidence, son lieu de travail ou un établissement d'enseignement et inversement;
- 3° les frais scolaires;
- 4° les frais spécifiques liés à l'incontinence;
- 5° les frais d'aides techniques telles que les voiturerettes et autres dispositifs mécaniques ou électriques;
- 6° la part des frais pharmaceutiques non couverts par l'intervention d'un organisme assureur;
- 7° les frais exposés en vue d'assurer à la personne handicapée, à sa demande ou à la demande de son représentant légal, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs ne répondant pas à des besoins vitaux.

CHAPITRE V. — *Des obligations relatives aux locaux et aux installations*

Art 30. § 1^{er}. Outre leur accessibilité en fonction du handicap des personnes, les lieux d'activités pendant la journée doivent répondre aux normes minimales suivantes :

- 1° être régulièrement entretenus et faire l'objet de toutes les mesures d'hygiène et de prophylaxie nécessaires;
- 2° être équipés pour prévenir et combattre l'incendie;
- 3° être suffisamment aérés et éclairés et disposer d'une température minimale de 20 degrés centigrades lorsqu'ils sont accessibles aux personnes;
- 4° être sécurisés quant à l'ouverture et la fermeture des fenêtres et des portes et quant à l'accès aux abords;
- 5° être fonctionnels et suffisamment équipés en ce qui concerne la cuisine et le mobilier. Ce dernier sera adapté aux handicaps des personnes;
- 6° être équipés d'installations sanitaires séparées, convenables et en nombre suffisant comprenant au moins une toilette pour dix personnes;
- 7° être équipés de lavabos installés près des toilettes et de la salle à manger.

§ 2. Outre le respect des normes minimales prévues au § 1^{er}, le lieu d'hébergement doit répondre aux normes minimales suivantes :

1° être doté de chambres aménagées de façon à permettre une surveillance aisée dans le respect strict de la vie privée et où l'espace réservé aux personnes ne peut être inférieur à :

- a) 8 m² par personne en chambre individuelle,
- b) 3 m² par personne de moins de 3 ans, 5 m² par personne de 3 à 5 ans ou 6 m² par personne de plus de 5 ans en chambre collective, l'espace entre les lits en longueur comme en largeur, ne pouvant être inférieur à 80 centimètres;
- 2° être équipé d'une baignoire ou d'une douche sécurisées par tranche de douze personnes;
- 3° être équipé d'un éclairage de nuit;

§ 3. Outre le respect des normes minimales prévues aux §§ 1^{er} et 2, la mise en autonomie dans des logements individuels ou communautaires visée à l'article 2, 6°, dernier alinéa, ne peut concerner plus de six personnes par lieu d'hébergement.

Art. 31. L'installation d'un système de télésurveillance dans un lieu d'hébergement est soumis à l'autorisation du Comité de gestion de l'Agence.

Le système de télésurveillance doit être le moyen le plus approprié pour garantir aux personnes concernées la sécurité et la qualité de soins qu'exige leur handicap.

Son installation doit être acceptée par la personne ou son représentant légal, sans que leur refus n'entraîne la résiliation de la convention.

L'enregistrement des images est interdit sauf dans un but thérapeutique.

Le Comité de gestion de l'Agence recueille l'avis du Conseil d'avis compétent.

CHAPITRE VI. — *Des obligations en matière de programmation sectorielle*

Art. 32. Pour introduire auprès de l'Agence une demande d'agrément, les services doivent répondre à une des conditions de programmation suivantes :

- 1° développer une offre de services ou de prise en charge complémentaires à celles proposées par les services résidentiels, d'accueil de jour, placement familial, aide précoce, aide à l'intégration, accompagnement ou aide à la vie journalière agréés et subventionnés de leur subrégion;
- 2° proposer une offre de services ou de prise en charge non ou insuffisamment développées dans leur subrégion;
- 3° encadrer des personnes handicapées relevant de catégories pour lesquelles l'offre de services proposée par les services résidentiels, d'accueil de jour, placement familial, aide précoce, aide à l'intégration, accompagnement ou aide à la vie journalière agréés et subventionnés de leur subrégion est insuffisante ou inexistante.

Art. 33. Préalablement à sa décision, l'Agence sollicite l'avis des commissions subrégionales de coordination quant aux situations de programmation visées à l'article 32.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 34. L'Agence analyse la demande de premier agrément des services bénéficiant au 31 décembre 2003 d'une autorisation de prise en charge sur base des dispositions de l'article 29 du décret sans solliciter l'avis visé à l'article 33.

Art. 35. L'accord du Comité de gestion de l'Agence rétroagira à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté pour les services qui auront introduit leur demande de premier agrément dans le mois suivant sa date de parution au *Moniteur belge*.

Art. 36. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2004.

Namur, le 22 avril 2004.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2085

[2004/201744]

22 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning zonder subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 24 en 30;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 januari 2004;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 19 februari 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 7 april 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° Agentschap : het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées";

3° Minister : de Minister bevoegd voor het Gehandicaptensbeleid;

4° gehandicapte persoon : elke gehandicapte persoon bedoeld in artikel 2 van het decreet die het voorwerp is van een principiële beslissing van het Agentschap waarbij besloten wordt tot de rechtmatigheid van een tussenkomst inzake de opvang, de huisvesting, de plaatsing in gezinnen, de vroegtijdige hulp, de integratiehulp, de begeleiding of de hulp in het dagelijks leven;

5° dienst : de diensten bedoeld in artikel 23, tweede en derde lid, en in artikel 24 van het decreet en die instaan voor de organisatie van één of meer activiteiten bedoeld in 6°;

6° activiteiten : educatieve, therapeutische of sociale activiteiten ten gunste van personen gedurende een bepaalde periode en die betrekking hebben op de opvang, de huisvesting, de plaatsing in gezinnen, de vroegtijdige hulp, de integratiehulp, de begeleiding of de hulp in het dagelijks leven voor gehandicapte personen.

Die activiteit mag slechts verband houden met de begeleiding van personen die weer in een gezin opgenomen worden of die autonoom gaan leven in individuele of gemeenschappelijke woningen;

7° subregio's : geografische zones die onder de in de artikelen 38 en 39 van het decreet bedoelde subregionale samenwerkingscommissies vallen.

TITEL II. — Erkenning van de diensten**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

Art. 3. De diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren, kunnen een aanvraag om erkenning bij het Agentschap indienen voorzover :

1° ze bestemd zijn voor een bevolking die minstens 75 % gehandicapte personen telt;

2° ze voldoen aan de bepalingen inzake de sectorale programmering bedoeld in hoofdstuk VI van Titel III.

HOOFDSTUK II. — Aanvraag om erkenning**Afdeling 1. — Aanvraag om eerste erkenning**

Art. 4. De aanvraag om eerste erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Agentschap gericht. De aanvraag gaat vergezeld van de volgende gegevens en stukken :

1° een dienstontwerp waarin wordt bepaald hoe de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden;

2° een huishoudelijk reglement;

3° een nota met opgave van de aard en het type activiteiten, het aantal personen dat men overweegt te begeleiden, hun geslacht en leeftijd;

4° de identiteit van de directeur van de dienst, zijn getuigenschrift van goed zedelijk gedrag (minder dan drie maanden oud) dat vrij is van elke criminele of correctionele straf die onverenigbaar is met de functie, alsook de geschreven delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht bedoeld in artikel 18;

5° een afschrift van het of de diploma's van de directeur;

6° een attest betreffende de conformiteit van de activiteitsplaats(en) dat minder dan een jaar geleden afgegeven werd door de gemeentelijke dienst of de gewestelijke brandweerdienst wat betreft de diensten die personen collectief opvangen. Dat attest specificeert de opvangcapaciteit en de aard van de infrastructuur;

7° een afschrift van de statuten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden;

8° een model van de type-overeenkomst gesloten tussen de personen en de beheerder.

Het huishoudelijk reglement bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

- 1° de nauwkeurige identificatie (benaming, zetel, rechtsvorm) van de rechtspersoon belast met het beheer van de dienst;
- 2° de doelstellingen van de dienst en alle activiteiten die hij aanbiedt;
- 3° desgevallend, de bijzondere toelatingsvoorwaarden, met name i.v.m. de proefperiode, de specifieke kenmerken van de personen zoals leeftijd, geslacht en de handicap(s);
- 4° de omstandigheden die aanleiding kunnen geven tot de heroriëntering of het ontslag van de persoon uit de dienst en de duur van de vooropzeg;
- 5° de modaliteiten voor het indienen van de klachten, voorstellen en eventuele opmerkingen en de behandelingswijze daarvan;
- 6° de wederzijdse rechten en plichten van de personen, van hun wettige vertegenwoordiger en van de dienst;
- 7° de risico's gedekt door de verzekeringspolissen die de dienst heeft gesloten.

Art. 5. Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag om eerste erkenning stuurt het Agentschap bij aangetekend schrijven een bericht van ontvangst van het dossier naar de aanvrager als het volledig is. Als het dossier onvolledig is, verwittigt het Agentschap de aanvrager volgens dezelfde procedure en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Afdeling 2. — Aanvraag om hernieuwing van de erkenning

Art. 6. De aanvraag om hernieuwing wordt uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de geldigheidsduur van de erkenning bij ter post aangetekend schrijven naar het Agentschap gestuurd. De termijn van zes maanden wordt tot twee maanden ingekort als de erkenning voor één jaar of minder wordt toegekend.

Art. 7. De aanvraag om hernieuwing gaat vergezeld van de stukken bedoeld in artikel 4, eerste lid, 1°, 2°, en 6°.

Als wijzigingen worden aangebracht in de stukken vereist krachtens artikel 4, eerste lid, 3°, 4°, 5°, 7° en 8°, worden de gewijzigde stukken bijgevoegd.

Art. 8. De inspectiediensten van het Agentschap gaan na of de dienst voldoet aan de verschillende erkenningsvoorwaarden en normen bedoeld in titel III. Een verslag daarover wordt aan de leden van het beheerscomité overgemaakt om zijn besluitvorming te vergemakkelijken.

Art. 9. De dienst blijft erkend totdat het beheerscomité van het Agentschap een beslissing neemt.

HOOFDSTUK III. — *Beslissing tot erkenning*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 10. Het beheerscomité beslist binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier van de eerste erkenning of de hernieuwing.

Art. 11. De beslissing van het Agentschap vermeldt :

- 1° de begin- en einddatum van de erkenning;
- 2° het type toegelaten activiteiten en de aard ervan;
- 3° het maximumaantal begeleidbare personen;
- 4° de plaats(en) waar de dienst zijn activiteiten uitoefent.

Art. 12. De erkenning wordt toegekend voor een periode van maximum drie jaar. Ze kan hernieuwd worden.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 13. Als het beheerscomité vaststelt dat niet of niet meer voldaan wordt aan één of meer erkenningsvoorwaarden en normen bedoeld in titel III, kan het bij de hernieuwing of op elk ander tijdstip na verhoor van de dienstverantwoordelijken beslissen tot het voorwaardelijke behoud, de schorsing, de volledige of gedeeltelijke intrekking van de erkenning.

In geval van voorwaardelijk behoud gaat de beslissing vergezeld van verplichtingen die de dienst moet nakomen binnen een bepaalde termijn, na afloop waarvan het beheerscomité kan beslissen tot de schorsing of de intrekking van de erkenning.

De schorsing van de erkenning houdt in dat het verboden is nieuwe personen op te vangen.

Ongeacht zijn eindbeslissing, het beheerscomité van het Agentschap deelt ze bij ter post aangetekend schrijven mee. De beslissing is uitvoerbaar na kennisgeving ervan.

Art. 14. Het Agentschap deelt zijn beslissingen tot weigering, schorsing, volledige of gedeeltelijke intrekking van de erkenning mee aan de bevoegde burgemeester opdat hij de activiteitenplaats(en) eventueel kan laten sluiten.

In geval van sluiting van de activiteitenplaats(en) kan het agentschap de samenwerking van elke door hem erkende en gesubsidieerde dienst eisen om de dringende opvang van de geëvacueerde gehandicapte personen te garanderen.

Afdeling 3. — Beroepen

Art. 15. § 1. De dienstverantwoordelijken kunnen bij de Minister een beroep instellen tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 12 en 13.

Het beroep wordt binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing bij aangetekend schrijven verstuurd.

Een afschrift van het beroep wordt onmiddellijk door de Minister aan het Agentschap overgemaakt.

§ 2. De verzoeker of zijn raadsman worden door de Minister of diens afgevaardigde gehoord. Ook het Agentschap kan op verzoek gehoord worden.

§ 3. Het beroep is niet opschortend.

Art. 16. De Minister stuurt zijn beslissing binnen drie maanden na ontvangst van het beroep bij aangetekend schrijven naar de verzoeker.

TITEL III. — Erkenningsvoorwaarden

HOOFDSTUK I. — *Verplichtingen betreffende de rechtspersoon en de directie van de dienst*

Art. 17. De dienst wordt beheerd door een overheid, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen en de stichtingen.

Art. 18. § 1. De dienst worden geleid door een directeur, die krachtens een geschreven delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid het dagelijks beheer van de dienst waarneemt hoe dan ook wat betreft :

- a) de uitvoering en de opvolging van het pedagogisch project;
- b) het personeelsbeheer;
- c) het financieel beheer;
- d) de toepassing van de vigerende regelgevingen;
- e) de vertegenwoordiging van de dienst in zijn relaties met het Agentschap.

§ 2. In geval van nalatigheid of onregelmatigheid in de uitvoering van het aan de directeur toevertrouwde mandaat zal het Agentschap de inrichtende macht bij aangetekend schrijven verzoeken de geschikte maatregelen te nemen binnen een termijn die het zelf bepaalt. Als de nodige maatregelen niet getroffen zijn na afloop van die termijn, maakt het Agentschap de zaak onmiddellijk aanhangig bij het beheerscomité, dat beslist overeenkomstig de bepalingen van artikel 13.

Art 19. § 1. Bij afwezigheid van de directeur moet een daartoe aangewezen personeelslid in dringende gevallen de geschikte maatregelen kunnen treffen en op de externe en interne behoeften kunnen inspelen.

§ 2. Tijdens de openingsuren van de activiteitenplaats(en) beschikt de directeur doorlopend over voldoende begeleidingspersoneel.

De directeur ziet toe op de gezondheid en de veiligheid van de personen en schenkt een bijzondere aandacht aan de moeilijkheden die ze wegens hun handicap zouden kunnen ondervinden. Hij ziet ook toe op het onderhoud en de netheid van de lokalen.

Art. 20. § 1. De minimale kwalificatienormen voor de directeur worden vastgelegd als volgt :

1° als het aantal personen gelijk is aan zestien of meer, is hij hoe dan ook houder van een einddiploma of -getuigschrift met een sociale, pedagogische of paramedische oriëntering van het niveau van het voltijds hoger onderwijs van het korte type of sociale promotie;

2° als het aantal personen lager is dan zestien, is hij hoe dan ook houder van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair algemeen, technisch of beroepsoponderwijs, met een sociale, pedagogische of paramedische oriëntering.

§ 2. In afwijking van § 1 kan het beheerscomité van het Agentschap beslissen de hoedanigheid van directeur te verlenen aan de persoon die de rechtspersoon als dusdanig aanwijst, ongeacht het diploma waarvan hij houder is, voorzover hij minimum drie jaar nuttige ervaring inzake beheer heeft in één van de volgende diensten :

- 1° een dienst bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het decreet;
- 2° een dienst gemachtigd om gehandicapte personen op te vangen;
- 3° een erkende dienst met als doel de opvang of de huisvesting van kinderen of bejaarde personen;
- 4° een zorginstelling.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen betreffende het begeleidingspersoneel*

Art. 21. § 1. Behalve het personeel belast met de administratieve of de onderhoudstaken, is het begeleidingspersoneel hoe dan ook houder van één van de volgende titels :

- 1° een einddiploma of -getuigschrift van het hoger middelbaar onderwijs;
- 2° een studie- of kwalificatiegetuigschrift inzake kinderverzorging;
- 3° een studie- of kwalificatiegetuigschrift inzake gezins-sanitaire hulp of polyvalente hulp;
- 4° brevet van ziekenhuisverpleger(-verpleegster).

§ 2. In afwijking van § 1 kan het beheerscomité van het Agentschap beslissen de hoedanigheid van begeleidingspersoneelslid toe te kennen aan de persoon die de directie als dusdanig aanwijst, ongeacht het diploma waarvan dat personeelslid houder is, voorzover het minimum drie jaar nuttige ervaring inzake begeleiding of dienstenverstrekking heeft in één van de volgende diensten :

- 1° een dienst bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het decreet;
- 2° een dienst gemachtigd om gehandicapte personen op te vangen;
- 3° een erkende dienst met als doel de opvang of de huisvesting van kinderen of bejaarde personen;
- 4° een zorginstelling.

Art. 22. § 1. Wat betreft de diensten die gedeeltelijke activiteiten organiseren, uitsluitend overdag of uitsluitend 's avonds en 's nachts, worden de minimumnormen inzake de prestaties van het begeleidingspersoneel vastgelegd als volgt :

1° als het aantal personen lager is dan zestien, presteert een begeleidingspersoneelslid minstens een vierdetijds voor de eerste vijf personen en vanaf zes personen minstens een bijkomende vierdetijds per volle schijf van drie personen;

2° als het aantal personen gelijk is aan zestien of meer, telt het begeleidingspersoneel minstens één persoon die voltijds presteert per volle schijf van zeven personen.

§ 2. Wat betreft de diensten die permanente activiteiten overdag en 's nachts organiseren, worden de minimumnormen inzake de prestaties van het begeleidingspersoneel vastgelegd als volgt :

1° als het aantal personen lager is dan zestien, presteert een begeleidingspersoneelslid minstens een vierdetijds per persoon;

2° als het aantal personen gelijk is aan zestien of meer, telt het begeleidingspersoneel minstens één persoon die voltijds presteert per volle schijf van vier personen.

§ 3. Een voltijdse baan kan bekleed worden door verschillende leden die deeltijds presteren op voorwaarde dat ieder van hen houder is van de vereiste titel of, in voorkomend geval, het bewijs levert van de nuttige ervaring erkend overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 en dat het totaal van de prestaties van bedoeld deeltijdse personeel minstens gelijk is aan het totaal van de prestaties van een voltijds in dienst genomen personeel.

§ 4. De §§ 1 à 3 zijn niet toepasselijk op de activiteiten bedoeld in artikel 2, 6°, tweede lid.

Art. 23. De dienst legt de afschriften van de vereiste diploma's, getuigschriften en attesten van de personeelsleden ter inzage van het Agentschap.

De personeelsleden bezorgen de dienst bij hun indienstneming een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat vrij is van veroordelingen tot correctionele of criminele straffen die onverenigbaar zijn met de functie.

Art. 24. Aan het eind van elk jaar bezorgt de dienst het Agentschap uiterlijk 31 maart een lijst van het personeel dat hij in de loop van dat jaar heeft tewerkgesteld. Die lijst wordt samengesteld volgens een model dat door het Agentschap wordt bepaald.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen betreffende het personeelsbeheer*

Art. 25. De dienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar.

Het project van de dienst, zijn bijwerkingen en het jaarverslag over de evaluatie van de activiteit van de dienst worden in samenspraak met het begeleidingspersoneel opgesteld en hem doorlopend ter inzage gelegd.

Art. 26. Op grond van het project van de dienst stelt de dienst een opleidingsplan op voor het begeleidingspersoneel. Dat plan loopt minstens twee jaar.

Het plan, opgesteld na overleg tussen de betrokken actoren, bepaalt de nagestreefde doelstellingen. Het omschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van zijn project en de ontwikkeling van de bevoegdheden van het personeel. Het bepaalt de criteria, de modaliteiten en de periodiciteit voor de evaluatie van die drie aspecten. Het bevat zowel de door het Agentschap voorgestelde opleidingen als andere programma's.

Wat betreft het personeel van de diensten die onder de plaatselijke besturen en de provincies ressorteren, ligt het opleidingsplan bedoeld in het eerste lid in de lijn van het opleidingsplan opgesteld op initiatief van de Gewestelijke opleidingsraad ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de 'Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie' (Gewestelijke raad voor de opleiding van de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië).

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen betreffende de opvang van personen*

Art. 27. § 1. De opvang van personen is onderworpen aan het sluiten van een overeenkomst tussen de rechtspersoon en de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger.

De overeenkomst vermeldt hoe dan ook :

1° de identiteit van de partijen, de woonplaats, de nationaliteit en de geboortedatum van de persoon;

2° de diensten die aan de persoon verstrekt worden, met name inzake alimentatie, hygiëne, gezondheidszorg en begeleidingsactiviteiten;

3° het bedrag van de financiële bijdrage die de kosten van de verstrekte diensten dekt;

4° haar looptijd;

5° de opzegvoorwaarden voor elke ondertekenende partij, met name de duur van de vooropzeg en de omstandigheden die aanleiding kunnen geven tot de heroriëntering of het ontslag van de persoon;

6° de risico's in overweging genomen door de polisverzekering die de burgerlijke aansprakelijkheid dekt van de dienst of van de personen voor wie hij aansprakelijk is;

7° rekening houdende met de vrije keuze van de geneesheer door de persoon of, desgevallend, door zijn wettelijke vertegenwoordiger, de identiteit en de personalia van de geneesheer die bevoegd is om toe te zien op het geven van de medicijnen en op de zorgen verstrekt aan de persoon;

8° de openingsdagen en -uren van de dienst;

9° de modaliteiten voor de bescherming van de persoon wat betreft het in bewaring geven van de goederen, garanties en waarden die aan de directie worden toevertrouwd, alsook de modaliteiten voor het eventuele beheer daarvan;

10° de modaliteiten betreffende de toegang van de opvangplaats voor de familieleden, de vrienden, de geestelijken en de leke raadslieden wiens aanwezigheid gevraagd wordt door de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger;

11° dat de directie het respect van het privéleven van de persoon garandeert, alsook van zijn ideologische, filosofische en religieuze overtuigingen, en van het goed zedelijk gedrag;

12° dat de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger het recht heeft om uitvoerig ingelicht te worden over alle vraagstukken i.v.m. zijn opvang.

§ 2. De overeenkomst mag niet na de effectieve opvang van de persoon gesloten worden.

§ 3. De diensten geven het gewestelijk bureau dat de geografische zone bestrijkt waaronder ze ressorteren binnen drie dagen kennis van de berichten van aankomst en vertrek van de gehandicapte personen die ze opvangen of huisvesten.

Art. 28. Het bedrag van de financiële bijdrage bedoeld in artikel 24, 3°, mag, wat de gehandicapte personen betreft, niet hoger zijn dan 150 % van de bedragen bedoeld in de artikelen 40 à 47 van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Art. 29. Onderstaande kosten kunnen als toeslag bovenop dat maximumbedrag geëist worden voorzover ze niet het voorwerp uitmaken van een wettelijke of reglementaire tegemoetkoming :

1° het deel van de prothesekosten dat voor rekening van de gehandicapte persoon blijft;

2° de vervoerskosten die de gehandicapte persoon betaalt om zich van de dienst naar zijn woonplaats, zijn werk of een onderwijsinrichting te begeven en omgekeerd;

- 3° de schoolkosten;
- 4° de specifieke kosten i.v.m. incontinentie;
- 5° de kosten voor technische hulpmiddelen zoals wagentjes en andere mechanische of elektrische voorzieningen;
- 6° het deel van de farmaceutische kosten die niet gedekt worden door de tegemoetkoming van een verzekeringsinstelling;
- 7° de kosten om de gehandicapte persoon op zijn verzoek of op verzoek van zijn wettelijke vertegenwoordiger een comfort of ontplooiings- en recreatiemogelijkheden te waarborgen die niet inspelen op vitale behoeften.

HOOFDSTUK V. — *Verplichtingen betreffende de lokalen en de installaties*

Art. 30. § 1. Naast hun toegankelijkheid naargelang van de handicap van de personen voldoen de activiteitenplaatsen overdag aan de volgende minimumnormen :

- 1° ze worden regelmatig onderhouden en zijn het voorwerp van alle nodige hygiëne- en preventiemaatregelen;
- 2° ze zijn uitgerust om brand te voorkomen en te bestrijden;
- 3° ze worden voldoende verlucht en verlicht en hebben een minimumtemperatuur van 20°C wanneer ze toegankelijk zijn voor personen;
- 4° ze zijn beveiligd wat betreft de opening en de sluiting van ramen en deuren en de toegang tot de directe omgeving;
- 5° ze zijn functioneel en voldoende uitgerust wat keuken en meubilair betreft, waarbij het meubilair aangepast is aan de handicaps van de personen;
- 6° ze beschikken over voldoende aparte en gepaste sanitaire installaties, met minsten één toilet voor tien personen;
- 7° naast de toiletten en de eetkamer zijn wastafels geïnstalleerd.

§ 2. Behalve de naleving van de minimumnormen bedoeld in § 1 voldoet de huisvestingsplaats aan de volgende minimumnormen :

- 1° ze beschikt over kamers die uitgerust zijn om een vlot toezicht toe te laten, waarbij het privé-leven gerespecteerd wordt en waarbij de aan de personen voorbehouden ruimte niet kleiner is dan :
 - a) 8 m² per persoon in een individuele kamer;
 - b) 3 m² per persoon onder 3 jaar, 5 m² per persoon tussen 3 en 5 jaar en 6 m² per persoon boven 5 jaar in een gemeenschappelijke kamer, waarbij de ruimte tussen de bedden zowel in de lengte als in de breedte niet kleiner is dan 80 centimeter;
- 2° ze beschikt over een beveiligd bad of douche per schijf van twaalf personen;
- 3° ze beschikt over nachtverlichting.

§ 3. Behalve de naleving van de minimumnormen bedoeld in de §§ 1 en 2 mogen niet meer dan zes personen per huisvestingsplaats autonoom leven in individuele of gemeenschappelijke woningen bedoeld in artikel 2, 6°, laatste lid.

Art. 31. De installatie van een teletoezichtstelsel in een huisvestingsplaats is onderworpen aan de instemming van het beheerscomité van het Agentschap.

Het teletoezichtstelsel is het meest geschikte middel om betrokken personen de veiligheid en de zorgkwaliteit te garanderen die hun handicap vereist.

De persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger moet instemmen met de installatie en een weigering mag niet de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg hebben.

Beeldopname is verboden, behalve voor therapeutische doeleinden.

Het beheerscomité van het Agentschap wint het advies in van de bevoegde Raad van advies.

HOOFDSTUK VI. — *Verplichtingen inzake sectorale programmering*

Art. 32. Om een aanvraag om erkenning bij het Agentschap in te dienen, voldoen de diensten aan één van de volgende programmeringsvoorwaarden :

- 1° ze bieden bijkomende diensten of opvangmogelijkheden aan naast die aangeboden door de erkende en gesubsidieerde residentiële diensten, dagonthaaldiensten, diensten voor plaatsing in gezinnen, voor vroegtijdige hulp, integratiehulp, begeleiding of hulp in het dagelijks leven van hun subregio;
- 2° ze bieden diensten of opvangmogelijkheden aan die niet of niet voldoende ontwikkeld zijn in hun subregio;
- 3° ze begeleiden gehandicapte personen uit categorieën waarvoor onvoldoende of geen diensten worden aangeboden door de erkende en gesubsidieerde residentiële diensten, dagonthaaldiensten, diensten voor plaatsing in gezinnen, voor vroegtijdige hulp, integratiehulp, begeleiding of hulp in het dagelijks leven van hun subregio.

Art. 33. Vooraleer het agentschap een beslissing neemt, verzoekt het de subregionale coördinatiecommissies om advies over de programmeringstoestanden bedoeld in artikel 32.

TITEL IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 34. Het Agentschap onderzoekt de aanvraag om eerste erkenning van de diensten die op 31 december 2003 over een opvangvergunning beschikken overeenkomstig de bepalingen van artikel 29 van het decreet zonder het in artikel 33 bedoeld advies in te winnen.

Art. 35. De instemming van het beheerscomité van het Agentschap heeft terugwerkende kracht op de datum van inwerkingtreding van dit besluit voor de diensten die hun aanvraag om eerste erkenning indienen binnen de maand na de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 36. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE